

# REGLEMENT SUR LES ELECTIONS COMMUNALES DE LA COMMUNE MIXTE DE MONTFAUCON

Bases légales

Constitution jurassienne (RSJU 101);  
Loi sur les droits politiques (RSJU 161.1);  
Loi sur les communes (RSJU 190.11);  
Décret sur la protection des minorités (RSJU 192.222);  
Ordonnance concernant les élections communales (RSJU 161.19);  
Règlement d'organisation et d'administration de la commune mixte de Montfaucon.

## I. DISPOSITIONS GENERALES

Champ d'application

**Article premier**  
Le présent règlement s'applique aux élections populaires aux urnes dans la commune mixte de Montfaucon.

Terminologie

**Art. 2**  
Les termes utilisés dans le présent règlement pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

Électeurs

**Art. 3**  
<sup>1</sup> Sont électeurs en matière communale :

- a) Les Suisses âgés de 18 ans, domiciliés depuis 30 jours dans la commune;
- b) les étrangers âgés de 18 ans, domiciliés en Suisse depuis dix ans, dans le canton depuis une année et dans la commune depuis 30 jours.

<sup>2</sup> Les personnes exclues du droit de vote sont celles qui, en raison d'une incapacité durable de discernement, sont protégées par une curatelle de portée générale ou par un mandat pour cause d'inaptitude.

<sup>3</sup> Pour le vote des Suisses de l'étranger, un registre est tenu pour chaque commune. Celui-ci est informatisé et harmonisé dans tout le Canton. La Chancellerie d'Etat y a accès.

Éligibilité

**Art. 4**  
Sont éligibles :

- a) comme membre d'autorités communales, les Suisses jouissant du droit de vote dans la commune et, à l'exception de la fonction de maire, les étrangers ayant l'exercice des droits civils et politiques;
- b) comme président et vice-président des assemblées communales, les Suisses jouissant du droit de vote dans la commune ainsi que les étrangers ayant l'exercice des droits civils et politiques;
- c) comme membres des commissions communales, les Suisses âgés de 16 ans au moins et les étrangers ayant l'exercice des droits civils et politiques.

Fonctions incompatibles

**Art. 5**

<sup>1</sup> Sont incompatibles avec la qualité de membre d'une autorité communale :

- a) les fonctions de membre du Gouvernement, de procureur et de juge permanent;
- b) la qualité d'employé communal à plein temps immédiatement subordonné à cette autorité.

<sup>2</sup> Les fonctions de maire, de conseiller communal, de président et de vice-président de l'assemblée communale sont incompatibles. Par analogie, cette disposition s'applique également aux groupements de communes (entente intercommunale, syndicat de communes, etc.).

Incompatibilité tenant à la parenté

**Art. 6**

<sup>1</sup> Ne peuvent faire partie ensemble d'une autorité communale:

- a) les parents du sang et alliés en ligne directe;
- b) les frères ou sœurs, germains, utérins ou consanguins;
- c) les époux, les partenaires enregistrés, les alliés en ligne collatérale au deuxième degré, ainsi que les conjoints ou les partenaires enregistrés de frères ou sœurs.

<sup>2</sup> Les personnes ainsi apparentées ne peuvent pas non plus occuper des emplois communaux dont l'un est immédiatement subordonné à l'autre.

<sup>3</sup> L'exclusion pour cause d'alliance ne cesse pas du fait de la dissolution du mariage ou du partenariat enregistré.

Option et règles d'élimination

**Art. 7**

<sup>1</sup> En cas d'incompatibilité touchant une même personne, un délai d'option lui est imparti par le Délégué aux affaires communales. A défaut d'option, le sort décide.

<sup>2</sup> En cas d'élection simultanée de personnes qui s'excluent en vertu de l'article 6, sont réputées élues, en l'absence d'un désistement volontaire, celles qui ont obtenu le plus grand nombre de voix. En cas d'égalité, le Délégué aux affaires communales procède à un tirage au sort auquel les intéressés sont invités.

<sup>3</sup> Lorsqu'un nouvel élu se trouve, à l'égard d'une personne déjà en fonction, dans un rapport de parenté entraînant l'incompatibilité au sens de l'article 6 du présent règlement, son élection est nulle si cette personne ne se retire pas.

<sup>4</sup> Dans les cas visés aux alinéas 2 et 3 ci-dessus, la fonction de maire l'emporte sur celle de conseiller communal.

Organes électoraux

**Art. 8**

<sup>1</sup> Le règlement d'organisation et d'administration désigne les organes électoraux de la commune. Il indique notamment quelles sont les compétences électorales :

- a) des ayants droit (vote aux urnes);
- b) de l'assemblée communale;
- c) du conseil communal;
- d) des commissions.

Vote aux urnes

<sup>2</sup> Les ayants droit au vote élisent obligatoirement par les urnes, selon les dispositions du présent règlement :

- a) le maire;
- b) le président des assemblées;
- c) le vice-président des assemblées;
- d) les membres du conseil communal.

Conseil communal

<sup>3</sup> Le conseil communal nomme :

- a) les employés administratifs (secrétaire, administrateur des finances, etc.);
- b) les employés techniques (voyers, techniciens, etc);
- c) les membres des diverses commissions communales dans le cadre de ses compétences;
- d) les membres des commissions intercommunales dans le cadre de ses compétences.

## II. EXERCICE DU DROIT DE VOTE

Lieu du scrutin

**Art. 9**

Le scrutin se déroule dans les locaux désignés par le conseil communal.

Temps du scrutin

**Art. 10**

<sup>1</sup> Le scrutin est ouvert le dimanche de 10 heures à 12 heures.

<sup>2</sup> Le scrutin est clos le dimanche à 12 heures.

Matériel de vote

**Art. 11**

Le conseil communal fait imprimer les cartes d'électeur et les bulletins de vote officiels pour les scrutins de la commune et se procure les enveloppes de vote par correspondance.

Convocation des électeurs

**Art. 12**

<sup>1</sup> Avant chaque élection aux urnes, à l'exception de celle prévue à l'article 18, le conseil communal convoque les électeurs par publication dans le Journal officiel et selon l'usage local.

<sup>2</sup> La convocation est publiée, au plus tard, dans l'édition du Journal officiel de la dixième semaine précédant le jour du scrutin; elle indique le genre, l'horaire et le lieu du scrutin et de l'éventuel ballottage.

Publication des listes et  
actes de candidature**Art. 13**

A l'échéance du délai de correction des listes et actes de candidature déposés, le secrétaire communal procède à leur affichage selon l'usage local.

Fourniture du matériel

**Art. 14**

<sup>1</sup> La commune fait parvenir à tous les électeurs, au plus tôt quatre semaines mais au plus tard trois semaines avant le jour du scrutin, leur carte d'électeur ainsi que le ou les bulletin(s) officiel(s).

<sup>2</sup> Un duplicata de la carte d'électeur peut être obtenu au plus tard 48 heures avant l'ouverture du scrutin, au secrétariat communal. La nouvelle carte délivrée doit porter la mention "duplicata". A l'ouverture du scrutin, l'administration communale communique au bureau électoral les noms des personnes ayant obtenu un duplicata.

<sup>3</sup> La commune prend en charge les frais d'impression et de distribution du ou des bulletin(s) officiel(s).

<sup>4</sup> Si, lors d'élections selon le système majoritaire, le nombre des actes de candidature dépasse celui de trois, le conseil communal peut se borner à distribuer un bulletin officiel blanc et la liste des candidatures déposées.

<sup>5</sup> Les mandataires des listes peuvent obtenir des bulletins supplémentaires auprès de l'administration communale. Les frais y relatifs sont à la charge des personnes ou organisations qui les ont commandés.

Manière de voter

**Art. 15**

Le vote à l'urne et par correspondance est réglé par les articles 18 à 24 de l'ordonnance d'exécution de la loi sur les droits politiques (RSJU 161.11).

Secret du vote

**Art. 16**

Le secret du vote doit être assuré.

Bulletins nuls

**Art. 17**

Sont nuls:

- a) les bulletins qui ne sont pas officiels;
- b) les bulletins qui ne portent pas le timbre du bureau électoral;
- c) les bulletins qui ne sont pas remplis à la main et les bulletins imprimés qui sont modifiés autrement qu'à la main;
- d) les bulletins qui n'expriment pas clairement la volonté de l'électeur;
- e) les bulletins qui portent des signes qui permettent de reconnaître l'auteur;
- f) les bulletins qui portent des mentions étrangères au scrutin.

### III. Autres dispositions

Calendrier des élections

**Art. 18**

<sup>1</sup> L'élection des organes énumérés à l'article 8, alinéa 2 du présent règlement, a lieu le même jour, soit l'avant dernier dimanche d'octobre, deux ans après l'élection du Parlement.

<sup>2</sup> Les autorités se constituent dans les quinze premiers jours de l'année civile qui suit le jour de l'élection.

<sup>3</sup> Leurs charges prennent fin la veille de la séance constitutive des nouvelles autorités.

Ballotage	<b>Art. 19</b> Les scrutins de ballotage ont lieu le troisième dimanche après le premier tour.
Circonscription électorale	<b>Art. 20</b> La commune forme en principe une seule circonscription électorale.
Dépouillement	<b>Art. 21</b> Le dépouillement est effectué conformément aux articles 26 et suivants de l'ordonnance d'exécution de la loi sur les droits politiques.
Validité du scrutin	<b>Art. 22</b> Un scrutin n'est en principe valable que si le nombre des bulletins timbrés ne dépasse pas celui des cartes de vote rentrées.
Constatation et publication des résultats	<b>Art. 23</b> <p><sup>1</sup> Dès la clôture du dépouillement un exemplaire du procès-verbal est remis au conseil communal.</p> <p><sup>2</sup> Un exemplaire du procès-verbal d'élection est transmis immédiatement au Délégué aux affaires communales.</p> <p><sup>3</sup> La commune informe les élus de leur élection.</p>
Recours	<b>Art. 24</b> <p><sup>1</sup> Les élections peuvent être attaquées par voie de recours devant le juge administratif.</p> <p><sup>2</sup> Le recours doit être interjeté dans les dix jours qui suivent la décision attaquée ; en cas de scrutin, il doit être interjeté dans les dix jours qui suivent.</p> <p><sup>3</sup> Lorsque les résultats du scrutin sont publiés dans le Journal officiel, on peut encore recourir dans les trois jours suivant cette publication, même si le délai de dix jours susmentionné est écoulé.</p> <p><sup>4</sup> Le juge administratif statue sous réserve de recours auprès de la Cour constitutionnelle.</p> <p><sup>5</sup> Le recours à la Cour constitutionnelle doit être adressé dans les dix jours suivant la notification de la décision attaquée.</p>
Conservation du matériel de vote	<b>Art. 25</b> <p><sup>1</sup> Conjointement avec un exemplaire du procès-verbal, les cartes d'électeur et les bulletins de vote officiels sont réunis pour chaque élection en paquets distincts qui sont ensuite scellés et conservés sous clé.</p> <p><sup>2</sup> Dès que le délai de recours est écoulé sans avoir été utilisé ou que d'éventuels recours en matière d'élection ont été jugés définitivement, le matériel mentionné à l'alinéa 1 doit être détruit.</p>

- Durée des fonctions **Art. 26**
- <sup>1</sup> La durée des fonctions est de cinq ans, sauf dispositions fédérales ou cantonales contraires.
- <sup>2</sup> Le président et le vice-président de l'assemblée communale sont immédiatement rééligibles pour deux périodes consécutives.
- <sup>3</sup> Le maire et les membres du conseil communal sont immédiatement rééligibles pour deux périodes consécutives.

## IV. ELECTIONS COMMUNALES SELON LE SYSTEME MAJORITAIRE A DEUX TOURS

- Champ d'application **Art. 27**
- Les dispositions qui régissent les élections selon le système majoritaire à deux tours sont applicables :
- a) au maire;
  - b) au président des assemblées communales;
  - c) au vice-président des assemblées communales;
  - d) au conseil communal.

- Actes de candidature **Art. 28**
- <sup>1</sup> Les actes de candidature doivent être remis au conseil communal le lundi de la huitième semaine qui précède l'élection, jusqu'à 12 heures.
- <sup>2</sup> L'acte de candidature indique le nom, le prénom, l'année de naissance, la profession du candidat ou des candidats.
- <sup>3</sup> Il doit porter la signature manuscrite du candidat et celle d'au moins cinq électeurs domiciliés dans la commune.

- Corrections et compléments **Art. 29**
- <sup>1</sup> Les actes de candidature peuvent être corrigés jusqu'au lundi de la septième semaine qui précède l'élection, jusqu'à 12 heures.
- <sup>2</sup> Ils ne peuvent être complétés que dans le cas où un candidat devient inéligible. Ce complément peut être apporté jusqu'au lundi qui précède l'élection, jusqu'à 12 heures.
- <sup>3</sup> La candidature, une fois signée, ne peut plus être déclinée.

- Report de l'élection **Art. 30**
- Si un candidat devient inéligible entre le lundi qui précède l'élection et la clôture du scrutin, l'élection est annulée et reportée. Le conseil communal prend les mesures nécessaires et fixe les délais.

- Bulletins officiels **Art. 31**
- La commune fait parvenir à tous les électeurs de son ressort, au plus tôt quatre semaines mais au plus tard trois semaines avant l'élection, des bulletins officiels imprimés portant le nom du ou des candidat(s) et un bulletin officiel blanc, sous réserve de l'article 14, alinéa 4.

Manière de voter

**Art. 32**

<sup>1</sup> Chaque électeur dispose d'autant de suffrages qu'il y a de sièges à pourvoir.

<sup>2</sup> Il ne peut donner ses suffrages qu'à des candidats et n'en peut donner qu'un à chaque candidat.

<sup>3</sup> Les candidats en surnombre sont annulés comme suit :

- a) sur les bulletins imprimés, les derniers noms imprimés;
- b) sur les bulletins blancs, les derniers noms inscrits.

Détermination du résultat

**Art. 33**

Après la clôture du scrutin, le bureau électoral établit un procès-verbal indiquant :

- a) le nombre des électeurs et celui des votants;
- b) le nombre des bulletins valables et celui des bulletins non valables, ce dernier correspond à la somme des bulletins blancs et nuls;
- c) le nombre des suffrages obtenus par chaque candidat.

Désignation des élus

**Art. 34**

<sup>1</sup> Sont élus les candidats qui ont obtenu un nombre de suffrages supérieur à la moitié du nombre des bulletins valables (majorité absolue).

<sup>2</sup> Si le nombre de candidats ayant obtenu la majorité absolue dépasse celui des sièges ou postes à pourvoir, sont élus ceux d'entre eux qui ont obtenu le plus grand nombre de suffrages.

<sup>3</sup> En cas d'égalité des suffrages pour le dernier siège, une élection complémentaire départage les candidats ayant obtenu le même nombre de suffrage.

<sup>4</sup> Les dispositions du décret sur la protection des minorités demeurent réservées.

Candidature pour le second tour

**Art. 35**

<sup>1</sup> Un candidat au premier tour peut renoncer à sa candidature pour le second tour.

<sup>2</sup> Les candidatures doivent être remises au conseil communal le mercredi qui suit le premier tour, jusqu'à 12 heures. Elles sont rendues publiques selon l'usage local.

<sup>3</sup> Ne peuvent faire acte de candidature que les personnes qui s'étaient présentées au premier tour et qui ont obtenu un nombre de suffrages équivalant à cinq pour cent au moins du nombre de bulletin valables.

Bulletins officiels

**Art. 36**

La commune fait parvenir les cartes d'électeur et les bulletins officiels aux électeurs au plus tard le lundi précédant le scrutin.

Désignation des élus au second tour

**Art. 37**

Est élu le candidat qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages, même s'il n'est pas supérieur à la moitié du nombre des bulletins valables (majorité relative).

Renvoi

**Art. 38**

Sous réserve des dispositions qui précèdent, les règles valables pour le premier tour sont applicables au second.

Élection tacite

**Art. 39**

<sup>1</sup> Si les candidats présentés au premier ou second tour ne sont pas plus nombreux que les sièges à pourvoir, ils sont élus sans vote (élection tacite).

<sup>2</sup> S'ils sont moins nombreux, il est procédé, pour les sièges non pourvus, à une élection complémentaire à la majorité relative.

Vacance pendant la législature

**Art. 40**

<sup>1</sup> En cas de vacance pendant la législature, il est procédé à une élection complémentaire selon le système majoritaire à deux tours.

<sup>2</sup> Les personnes élues le sont pour la fin de la législature.

Défaut de listes

**Art. 41**

<sup>1</sup> Si aucun acte de candidature n'est déposé, l'élection se fait à la majorité relative. Les électeurs peuvent donner leurs suffrages à toute personne éligible.

<sup>2</sup> Si la personne ayant obtenu le plus de suffrages refuse son élection, le processus d'élection complémentaire est répété.

## V. Dispositions pénales

Code pénal

**Art. 42**

Les dispositions des articles 279 à 283 du Code pénal suisse sont applicables.

Amendes

**Art. 43**

<sup>1</sup> Le conseil communal peut infliger une amende de Fr. 20.- à Fr. 200.- aux membres du bureau électoral qui font défaut entièrement ou partiellement aux opérations d'un vote ou d'une élection sans excuse écrite valable suffisante.

<sup>2</sup> Les infractions au présent règlement et aux décisions qui en découlent sont passibles d'une amende de Fr. 5'000.00 au plus, pour autant que d'autres mesures ne soient pas applicables.

<sup>3</sup> Le conseil communal prononce les amendes selon le décret sur le pouvoir répressif des communes.

## VI. Voies de recours et droit supplétif

Voies d'opposition et de recours

**Art. 44**

Les décisions prises en application du présent règlement peuvent être attaquées selon les dispositions prévues dans la loi sur les droits politiques (RSJU 161.1), le Code de procédure administrative (RSJU 175.1) et la loi sur les communes (RSJU 190.11).

Autres dispositions légales

**Art. 45**

<sup>1</sup> Les questions non traitées par le présent règlement seront tranchées par analogie aux dispositions légales cantonales en vigueur, éventuellement par analogie aux dispositions fédérales.



<sup>2</sup> Sont notamment réservées, les dispositions figurant dans les textes légaux suivants :

- Constitution de la République et Canton du Jura (RSJU 101) ;
- Loi sur les droits politiques (RJSU 161.1) ;
- Ordonnance d'exécution de la loi sur les droits politiques (RSJU 161.11) ;
- Ordonnance concernant les élections communales (RSJU 161.19).
- Ordonnance concernant le registre des électeurs (RSJU 161.15) ;
- Code de procédure administrative (RSJU 175.1) ;
- Loi sur les communes (RSJU 190.11) ;
- Décret sur les communes (RSJU 190.111) ;
- Décret sur la protection des minorités (RSJU 192.222).

## VIII. Dispositions finales

Abrogation

### Art. 46

Le présent règlement abroge toutes les dispositions qui lui sont contraires, en particulier le règlement sur les élections communales de Montfaucon du 19 décembre 2011.

Entrée en vigueur

### Art. 47

Le présent règlement entre en vigueur dès son approbation par le Délégué aux affaires communales, à la date fixée par le conseil communal.

Ainsi délibéré par l'Assemblée communale de Montfaucon le 25 avril 2022.

Au nom de l'Assemblée communale

Le Président :

Le Secrétaire :

Todeschini Giovanni

Schaffner Eric

### Certificat de dépôt

Le secrétaire communal soussigné certifie que le présent règlement a été déposé publiquement au secrétariat communal durant le délai légal de vingt jours avant et vingt jours après l'assemblée communale du 25 avril 2022.

Les dépôts et délais ont été publiés dans le Journal officiel du 31 mars 2022.

Aucune opposition n'a été formulée pendant le délai légal.

Le secrétaire communal :

Montfaucon, le

Approuvé par le Délégué aux affaires communales le :  
(veuillez laisser blanc svp)